



**CONVENTION POUR LA VENTE EN GROS  
D'EAU POTABLE A USAGE DOMESTIQUE**  
**PAR LE SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE**  
**A LA COMMUNE DE PRADES pour les secteurs de CHAMPFERNAL et  
MARTINESCHE**

Entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représentée par son Président, Monsieur Jean PASCAL, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du bureau syndical du 3 novembre 2021 et désigné ci-après, le « SEBA »,

Et

La Commune de Prades représentée par son Maire, Monsieur Jérôme DALVERNAY, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal du ... et désignée ci-après, la « collectivité »,

Il est convenu ce qui suit :

## **PREAMBULE**

La collectivité est confrontée, de manière marginale, à une difficulté d'approvisionnement en eau potable à usage domestique sur une partie de son territoire, à savoir le secteur de Champfernal et le secteur Martinesche.

Le plan joint en annexe n° 1 décrit schématiquement cette situation.

La proximité de ce secteur avec le réseau d'eau potable du SEBA a permis de réaliser de façon avantageuse, tant techniquement que financièrement, la desserte en eau des secteurs de la collectivité. Mais aucune démarche administrative n'a été effectuée pour régulariser juridiquement cette situation.

Aussi, pour ce besoin marginal à son service, la collectivité accepte d'acheter de l'eau potable en gros au SEBA pour la distribution à ses abonnés du service de l'eau potable à usage domestique.

Les parties conviennent donc de régulariser cette situation et de définir par la présente convention les modalités techniques et financières de cette fourniture en eau.

## **ARTICLE 1 – CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA FOURNITURE**

Les conditions techniques et financières de la fourniture sont les suivantes :

## **Secteur Martinesche:**

Ce secteur est alimenté par une conduite de diamètre 63 mm extérieur, conduite qui dessert en amont et en aval de la propriété citée ci-dessus des territoires adhérents au SEBA. La mise en place d'un comptage pour une vente en gros n'est donc pas envisageable.

La conduite principale reste la propriété du SEBA. La part publique, y compris les systèmes de comptage, seront la propriété de la collectivité dès entrée en vigueur de la convention.

C'est pourquoi le ou les compteurs des propriétés situés sur la commune de PRADES, mais alimentés par le SEBA, seront relevés par les agents du service des eaux de Prades. Ce dernier communiquera les consommations au SEBA, qui établira les factures au nom du service des eaux de la collectivité selon le tarif en vigueur au SEBA.

La collectivité facturera ensuite le service aux usagers selon son propre tarif.

## **Quartier Champfernal :**

La fourniture d'eau potable est livrée à partir d'une canalisation de Ø 53/63 mm installée en limite des territoires de la collectivité et du SEBA.

Il sera réalisé un équipement de comptage dont les caractéristiques sont décrites en annexe 2. Ces travaux, estimés à la somme de ... (à voir après visite de terrain commune de Prades/ SEBA), seront réalisés par le SEBA et facturés à la collectivité. Seules la fourniture et la pose du compteur resteront à la charge du SEBA.

Les équipements en aval sont rétrocédés à la collectivité. Les canalisations et branchements particuliers seront entretenus et renouvelés par la collectivité.

### Mode de livraison :

Tout volume fourni est comptabilisé par l'intermédiaire d'un système de comptage dont les caractéristiques sont décrites en annexe 2.

Le système de comptage est d'un type agréé par le service des Instruments et Mesures. Il est installé dans un regard dont l'accès sera en tout temps possible aux agents des deux parties et/ou, le cas échéant, de leur délégataire.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le système de comptage pourra être déposé et vérifié. Le coût de la dépose, de l'étalonnage et de la repose sera à la charge de la partie qui aura demandé la vérification.

En cas de mise en place d'un équipement de télérelève, son accès le sera au bénéfice des deux services.

Le système de comptage sera entretenu et renouvelé par le SEBA.

Au cas où il viendrait à se bloquer, les parties conviennent d'estimer le volume à facturer en fonction de l'historique des relevés précédents

### Qualité de l'eau :

Le SEBA s'engage à fournir à la collectivité de l'eau d'une potabilité conforme à la législation en vigueur et adressera à la collectivité, sur la demande de celui-ci, les résultats des analyses relatives au secteur objet de cette convention.

En aval du point de livraison, la collectivité prend l'entière responsabilité du maintien des critères de la potabilité. Elle se charge de la surveillance de la qualité de l'eau distribuée et des éventuels

traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité. Si pour cause de pollution, la distribution devait être interrompue, sur le secteur concerné par la présente convention, la vente d'eau à la collectivité devra l'être dans les mêmes conditions. La collectivité devra en être informée sur le champ. Le SEBA s'engage à transmettre immédiatement à la collectivité photocopie de toutes les analyses d'eau déclarées non potables.

## ARTICLE 2 – INTERRUPTION DE LA FOURNITURE

Le SEBA s'engage à assurer la fourniture d'eau en permanence, sauf en cas de force majeure ou lors d'incidents, travaux ou réparations exigeant une interruption.

Ces interruptions seront portées à la connaissance de la collectivité dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'interruption immédiate et au moins deux jours à l'avance lorsque l'intervention est programmable.

La collectivité en informe ses abonnés et prend toutes mesures utiles, pendant ou après les coupures pour réduire les désagréments qui peuvent en résulter.

La collectivité s'engage à supporter ces interruptions déclarant à l'avance renoncer à toute action contre le SEBA et ne réclamer aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, les abonnés de la Collectivité supporteraient les mêmes contraintes que celles imposées aux abonnés du SEBA. En cas de pénurie d'eau constatée par le SEBA, et en cas d'impossibilité d'y remédier, la fourniture d'eau à la collectivité devra être réduite en priorité, voire suspendue.

## ARTICLE 3 – PRIX DE VENTE DE L'EAU EN GROS

Le tarif pratiqué sera celui en vigueur au SEBA pour ses abonnés domestiques dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur ; ce tarif pouvant comporter une part fixe et une part variable. Le tarif sera composé des rubriques suivantes :

1) Au titre du service public de l'eau potable :

de la part du SEBA dont le montant est fixé par délibération du Comité Syndical ;

2) Au titre des redevances et autres taxes additionnelles :

- Redevances de l'Agence de l'Eau (hors redevance pollution);
- Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- Toutes autres taxes ou redevances qui viendraient s'y ajouter ou s'y substituer.

## ARTICLE 4 – RELEVÉ, FACTURATION ET REGLEMENT

Le SEBA procédera au moins une fois par an au relevé des compteurs et adressera à la collectivité, chaque semestre, une première facture correspondant à la quantité d'eau potable effectivement enregistrée et une seconde facture correspondant à la quantité d'eau potable estimée.

Le règlement de ces factures sera fait par la collectivité dans les conditions légales et réglementaires.

## ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> ... et prendra fin le 31 décembre 2030.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 6 – CLAUSES DE REVISION DE LA CONVENTION**

Les dispositions de la présente convention pourront être revues par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions techniques et/ou économiques de fourniture venaient à changer de façon notable pour le SEBA, et en cas de variation importante des besoins de la collectivité.

## **ARTICLE 7 – LITIGES**

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever sur l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en cinq exemplaires originaux,

A Largentière, le

Le Président du Syndicat des Eaux  
du Bassin de l'Ardèche,

Le Maire de la Commune  
de Prades,

Jean PASCAL

Jérôme DALVERNY